

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5048 - VENDREDI 11 JUILLET 2025

## ASSEMBLÉE DE LA FRANCOPHONIE

## Des parlementaires congolais à Paris

Sur invitation de l'Assemblée nationale et du Sénat français, une délégation des parlementaires congolais prendra part,

du 12 au 13 juillet à Paris en France, à la 50<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Cette rencontre qui regroupe les parlementaires francophones de tous les continents sera l'occasion, pour les élus, d'adopter

une position commune sur les enjeux au cœur des préoccupations des populations de cet espace. **Page 7**

## GOUVERNANCE PUBLIQUE

## Le Congo fait mieux



Emmanuel Ollita Ondongo

Le président de la haute autorité de lutte contre la corruption, Emmanuel Ollita Ondongo, a salué le bond franchi par la République du Congo qui est passé du 165<sup>e</sup> en 2020 au 151<sup>e</sup> rang cette année du classement de Transparency international. « Ce bond de 14 places nous incite à redoubler d'ardeur. C'est le témoignage de la volonté politique du Congo, qui grâce aux réformes engagées par son gouvernement dans le secteur de la gouvernance anticorruption combinés aux efforts entrepris sur le terrain de la prévention contre la corruption donne des résultats encourageants », a-t-il déclaré.

Page 16

## ECONOMIE SOCIALE

## Les acteurs africains se donnent rendez-vous à Brazzaville



Les participants aux travaux préparatoires/Adiac

La capitale congolaise abritera, en janvier prochain, les assises de la deuxième édition du Forum africain de l'économie sociale solidaire (Fora'ess) qui regroupe des entreprises et des organisations œuvrant dans divers secteurs. Prélude à ce rendez-vous qui

se tiendra sur le thème : « Economie sociale et solidaire, moteur de résilience, de développement durable et inclusif en Afrique », la ministre chargée de la promotion des femmes, Inès Nefer Ingani Voumbo-Yalo, a présidé les travaux prépara-

toires dudit forum consacrés à la mise en place du comité local d'organisation et du format de cet événement vu comme une voie transformative de l'intégration de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Page 2

## RUMBA CONGOLAISE

## Yamina Benguigui célèbre des héroïnes oubliées



Lucie Eyenga et l'African Jazz dans les années 1950/DR

Un documentaire sur la genèse de ce genre musical afro-cubain et réhabilite ses chanteuses oubliées vient d'être réalisé par Yamina Benguigui rend un vibrant hommage aux héroïnes, ces divas souvent oubliées ou dont le rôle essentiel a été trop longtemps minimisé.

Malgré des archives détruites ou perdues au cours des nombreuses guerres qui ont secoué la région et l'absence quasi systématique de photos ou de films avec les stars féminines de l'époque, le documentaire met la lumière sur les plus célèbres d'entre elles, à l'instar de Lucie Eyenga, qui fut la première à intégrer un groupe de musique.

Page 11

## EDITORIAL

Quel sort !

Page 2

## ÉDITORIAL

## Quel sort !

La classe sociale la plus représentative du pays, la jeunesse, est préoccupée par son sort. Elle s'inquiète à juste titre de son avenir aujourd'hui incertain alors qu'elle mérite beaucoup mieux au regard de l'atout majeur qu'elle représente et du rôle qu'elle est appelée à jouer dans le développement et la bonne marche d'un pays majoritairement jeune.

La recherche des solutions aux problèmes qui la concerne directement, par exemple les questions de l'emploi, de la formation qualifiante, de l'adéquation entre la formation et le marché du travail méritent d'être traitées avec sérieux et ambition si l'on veut donner un tant soit peu d'espoir à nos enfants.

Devant ces attentes et les légitimes exigences qui en découlent, la création du Conseil consultatif de la jeunesse, l'un des nouveaux organes constitutionnels d'Etat arrive à point nommé. Sa contribution dans la résolution des problèmes les plus immédiats est dès lors plus qu'attendue en cette année décrétée de la jeunesse.

C'est dire que le chômage dont le taux demeure important, l'aliénation culturelle, la délinquance juvénile ou encore l'analphabétisme sont les quelques maux auxquels les pouvoirs publics devront s'attaquer en priorité s'ils veulent redonner de l'espoir à la génération actuelle et future.

Dans une société prompte à s'enflammer à la moindre mobilisation via les réseaux sociaux, il n'y a plus de temps à perdre !

*Les Dépêches de Brazzaville*

## ÉCONOMIE SOCIALE

## La deuxième édition du Forum africain se tiendra à Brazzaville

La deuxième édition du Forum africain de l'économie sociale et solidaire (Fora'ess) se tiendra en janvier 2026 à Brazzaville. Les travaux préparatoires de ce grand rendez-vous des acteurs africains du domaine se clôtureront le 10 juillet dans la capitale congolaise.



Les participants aux travaux préparatoires/Adiac

Du 20 au 24 janvier de l'année prochaine, Brazzaville abritera les assises de la deuxième édition du Fora'ess. Les travaux préparatoires de ce forum réunissent les experts du secteur de l'économie informelle sur le thème : « Économie sociale et solidaire, moteur de résilience, de développement durable et inclusif en Afrique ».

Pour l'étape préparatoire en cours, les personnes morales de droit privé constituées en coopératives, mutuelles, fondations, entreprises sociales ou associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ainsi que les chercheurs, les administrations publiques, les collectivités locales, les organisations internationales, définissent les contours qui feront que la deuxième édition du Fora'ess soit

une réussite.

Il s'agit, entre autres, de la mise en place du comité local d'organisation, des commissions spécifiques, de la détermination du thème central et des sous thèmes. Aussi, le format et la durée de l'évènement. Selon le président du forum, M. M. Diop, l'économie sociale et solidaire est une réponse aux défis du développement durable et inclusif ; un levier essentiel susceptible de booster le développement des pays Africains.

Dans son message, la ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Économie informelle, Inès Nefer Ingani Voumbo-Yalo a indiqué que l'économie sociale est une source de création d'emplois

durable, d'innovation et de renforcement du lien social. « Elle réduit l'inégalité. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire travaillent pour la création des valeurs sociales. Ainsi, l'économie sociale et solidaire offre une voie transformative pour l'intégration progressive de l'économie informelle vers l'économie formelle », a-t-elle indiqué.

Notons que l'économie sociale et solidaire est un modèle économique qui met l'accent sur la primauté de l'humain et de l'utilité sociale sur la recherche du profit. Elle regroupe des entreprises et des organisations qui œuvrent dans divers secteurs, en privilégiant la coopération, la solidarité et la démocratie participative.

*Rude Ngoma*

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE  
Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## MARCHÉS DOMANIAUX DE POINTE-NOIRE

## Juste Désiré Mondelé satisfait du niveau d'avancement des travaux

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, qui a effectué le 9 juillet à Pointe-Noire, une visite d'inspection aux chantiers de construction des marchés domaniaux dans la ville océane, s'est réjoui de l'état d'avancement des travaux.

Du marché central dans le 1er arrondissement Emery-Patrice-Lumumba, au marché de la Paix, dans le 3e arrondissement Tié-Tié, Juste Désiré Mondelé a été émerveillé par le respect de la feuille de route gouvernementale. Il a apprécié le sérieux mis dans la qualité des ouvrages dont certains sont en phase de finitions, le cas du marché central de Lumumba dit "grand marché". « Ce qui retient mon attention c'est déjà la vitesse avec laquelle les chantiers avancent, le sérieux qui est mis dans la qualité des ouvrages et les finitions pour le cas du marché Lumumba parce qu'il y a le niveau des caniveaux qui sont élargis, les regards qui sont prévus, les voiries, les passages qui sont réalisés », s'est satisfait le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier.



Juste Désiré Mondelé après la visite des chantiers DR

S'agissant du marché de la Paix, Juste Désiré Mondelé a salué l'accélération des travaux. « Concernant ce marché, c'est la vitesse parce que je suis passé ici il y a au moins deux mois, là je reviens, franchement, je suis surpris de voir que les

travaux se déroulent très bien au bonheur de la population », s'est-il réjoui.

Lancés en mai 2017, les travaux de construction du grand marché moderne de Pointe-Noire, comprend, entre autres, un complexe d'un bâtiment de type R+2

de deux blocs avec environ 5.000 places, des chambres froides, un super marché, des restaurants et terrasses. Ces travaux sont exécutés par la société italienne Franco Villarecci. Ces espaces commerciaux qui accueilleront très bientôt les commerçants,

méritent un grand regard du ministre afin de permettre aux futurs occupants d'exercer dans un environnement sain.

« Il est difficile d'assainir la ville de Pointe-Noire sans qu'il y ait ces deux grands marchés parce que le marché de Lumumba va par exemple permettre que le site de la foire soit libéré, ainsi que le marché de l'OCH ; cela permettra aussi de libérer les alentours. Nous sommes venus voir les travaux d'assainissement au marché Lumumba qui se passe très, très bien, nous pensons que les Ponténégrins sont heureux d'avoir accès à un marché moderne, je pense que d'ici à la fin de l'année, ce sera le cas », a poursuivi le ministre saluant les efforts du gouvernement et l'implication des acteurs dans l'exécution du projet.

Parfait Wilfried Douniama

## DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

## Une table ronde sur l'après-pétrole

La Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH) organise du 10 au 11 juillet à Brazzaville, une table ronde nationale consultative sur l'après pétrole au Congo. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'achèvement de la première phase du projet du RPDH intitulé : "Préparer l'après au Congo (PapCo)".

PapCo qui est un projet pilote mené avec l'appui technique d'Energy Transition Fund (ETF) et financé par Rockefeller Philantropy Advisors (RPA) vise essentiellement à promouvoir une transition énergétique juste et équitable, en réduisant la dépendance au pétrole et en favorisant le développement des secteurs économiques alternatifs respectueux de l'environnement en réduisant l'impact écologique.

La table ronde réunit les acteurs de la société civile, les secteurs public et privé. Ils échangent sur les thématiques liées à la diversification de l'économie. C'est, en effet, un dialogue des parties prenantes clés sur les meilleures options à envisager en matière de transition énergétique et de diversification de l'économie. Les résultats de cette réflexion devraient permettre de définir une perspective de feuille de route en lien avec la préparation de l'après pétrole au Congo.

Ces douze récents mois ont permis, à la RPDH, d'identifier et de sensibiliser les parties prenantes intéressées par cette problématique dans les départements de Brazzaville, du Kouilou et de Pointe-Noire sur les enjeux du projet PAPCo, dans le but d'obtenir leur adhésion à la dynamique du projet. Une campagne a permis

de partager la problématique avec un certain nombre de ministères sur le sujet.

## Des propositions spécifiques

Les participants à cette table ronde se proposent d'atteindre plusieurs objectifs : consolider l'appui et l'adhésion du gouvernement à la dynamique du projet PAPCo ; mettre les parties prenantes autour d'une table de discussion sur l'après pétrole au Congo ; échanger les expériences pour permettre le partage par les administrations publiques, le secteur privé, et les communautés locales de leur vision et attentes sur la transition énergétique et la diversification de l'économie ; jeter les bases de la réflexion sur les prochaines étapes du projet PAPCo ; renforcer les synergies et le réseautage autour du sujet de l'après pétrole dans le pays puis valider et adopter une pré-feuille de route conjointe sur la transition énergétique.

Le coordonateur national du RPDH, Christian Mounzeo a expliqué que cette structure a également réalisé une étude sur l'après pétrole. « Cela nous a aidés à dresser un diagnostic, à partager des enjeux et des perspectives liés à la transition énergétique, à la diversification économique et à la sortie progressive de la dépendance



Une vue des participants à la table ronde Adiac

aux hydrocarbures. Alors que le monde s'oriente vers une transition énergétique inévitable, le Congo est appelé à réfléchir, anticiper et construire un avenir durable libéré de la dépendance aux hydrocarbures», a-t-il indiqué.

Dans son mot d'ouverture, la directrice générale par intérim du développement durable, Rosine Olga Ossombi Mayela, a invité les participants à plus de pragmatisme dans leurs réflexions et propositions.

Notons que le Congo demeure en

2025, un important producteur de pétrole au niveau de la sous-région et occupe le quatrième rang dans le Golfe de Guinée. Le gouvernement tend à accroître sa production pétrolière, en témoignent les prévisions en cette matière et les perspectives d'exploration en eau profonde, sujet principal des discussions récentes entre le groupe Total Energies et les autorités congolaises.

Ce qui fait du pétrole une ressource encore essentielle de l'économie congolaise, avec environ

90% des recettes d'exportation.

Toutefois, le l'exécutif a compris, depuis, l'enjeu de diversifier l'économie pour prévenir les impacts négatifs des contrechocs pétroliers et sortir du statut d'économie de rente dépendant du pétrole. A cet égard, un certain nombre d'initiatives ont été prises, parmi lesquelles, la création des zones économiques spéciales et la mise en place d'un ministère dédié exclusivement à la diversification de l'économie.

Rude Ngoma



Musée  
du Bassin du Congo

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

## L'ART

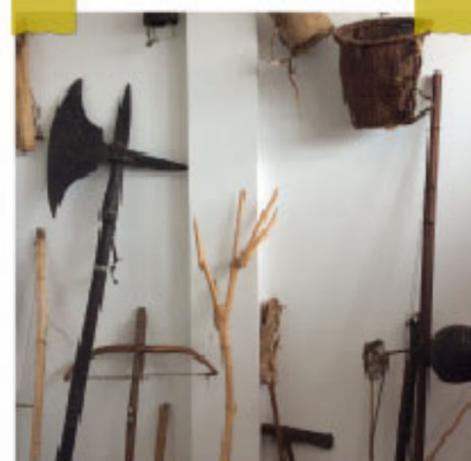
dans toutes ses  
expressions de la  
TRADITION  
MODERNITÉ

### Expositions et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

### Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au  
Vendredi : **9H-17H**  
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo

## AMBASSADE DU VENEZUELA

# Une masterclass sur la diplomatie bolivarienne

La masterclass organisée par l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela au Congo à l'École nationale d'administration et de la magistrature (Enam) de l'université Marien Ngouabi, s'inscrit dans le cadre du "Juillet patriotique". Il inaugure la tribune "Hugo Chávez" avec une conférence intitulée « La diplomatie bolivarienne en trois temps ».

Dans le cadre de la célébration du mois de Juillet patriotique, l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo a procédé au lancement de la tribune "Hugo Chávez" avec une masterclass intitulée : « Diplomatie bolivarienne en trois temps », en présence des universitaires, dont le secrétaire général de l'université, Ruffin Willy Mantssié, le directeur adjoint de l'Enam, Jean Michel Koutima Banzouzi, ainsi que les étudiants en diplomatie.

Au cours de cet événement, l'ambassadeur Laura Evangelia Suárez a expliqué que le Venezuela était une terre de résistance depuis bien avant l'ère du libérateur Simón Bolívar, rappelant des événements marquants pour le pays, tels que les 214 ans de la déclaration de l'indépendance et le 204<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Carabobo, ainsi que l'arrivée au pouvoir du commandant Hugo Chávez, qui a réintroduit la pensée bolivarienne pour donner au pays une nouvelle direction en vue d'atteindre l'égalité, la justice, le progrès et l'intégration avec les peuples du monde.

La diplomate vénézuélienne a souligné que la lutte s'est poursuivie sous la présidence de



Les participants/Adiac

Nicolás Maduro Moros, tout en montrant l'importance de la diplomatie bolivarienne et de ses trois périodes : Bolívar, Chávez et Maduro, soulignant qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'une nouvelle diplomatie humaniste. Laura Evangelia Suárez a également souligné le rôle essentiel des femmes, rappelant que le 24 juin est célébré comme la "Journée internationale de la femme en diplomatie"; une manière de montrer leur forte participation à la diplomatie vénézuélienne.

Il était également question de la contribution africaine à l'histoire et à la diplomatie vénézuélienne. La diplomate vénézuélienne a profité de l'occasion pour souligner le rôle clé du Venezuela dans la prise de

décision sur la scène internationale, en faisant partie de la présidente du Conseil ministériel du fonds de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), de la vice-présidente de l'Assemblée générale des Nations unies et membre de l'Organisation internationale de médiation (OMI). Elle a également souligné la dynamique des relations entre le Venezuela et le Congo ces dernières années, rappelant la tenue de la commission mixte en août 2023 à Caracas.

## Les étudiants de l'Enam satisfaits de l'événement

Cette activité a connu la participation active des étudiantes et étudiants de l'Enam, dont l'une

a lu à haute voix l'intégralité de la lettre que le président Nicolás Maduro Moros a adressée aux peuples du monde, dans laquelle il les exhorte à suivre la voie de la paix face aux différents conflits en Asie occidentale et dans le reste du monde. Enfin, les étudiants ont remercié l'ambassadrice pour toutes les informations qu'elle leur a transmises, soulignant que ses connaissances et son expérience seront d'une grande aide pour poursuivre leurs études et se préparer au monde diplomatique, tout en posant un certain nombre de questions, qui ont été dûment répondues par la diplomate vénézuélienne. La lettre a ensuite été soumise à discussion pour les cours diplo-

matiques de l'université. Pour le directeur adjoint de l'Enam, Jean Michel Koutima Banzouzi, c'est avec honneur et plaisir qu'ils ont reçu l'ambassadrice de la République bolivarienne du Venezuela pour une conférence attribuable tous les 24 juin pour célébrer les femmes dans la diplomatie. C'est une orientation de l'ONU. Et donc la recevoir à l'Enam, c'était un grand honneur et aussi un grand avantage parce que ça permis aux étudiantes et aux étudiants de mieux connaître le Venezuela, son histoire et aussi ce que le Venezuela fait en Afrique. « Nous souhaitons que cette initiative soit pérenne, d'autant plus que trouver des cadres ambassadrices, c'est un fait qui ne peut qu'encourager nos étudiantes en diplomatie qui à travers l'ambassadrice peuvent trouver des raisons valables de progresser en diplomatie. Les étudiants ont beaucoup apprécié le poème que l'ambassadrice a produit et également tout le discours qu'elle a pu émettre pour le bien de nos étudiants et pour l'honneur de notre établissement », a déclaré le directeur adjoint.

Bruno Zéphirin Okokana

## LIBYE

## La déclaration « Persona non grata » de l'Est secoue le terrain diplomatique européen

Le gouvernement de l'Est de la Libye, dirigé par le Premier ministre Osama Hammad, a pris une décision sans précédent en déclarant une délégation ministérielle européenne « persona non grata ». Cette annonce souligne une escalade des tensions diplomatiques entre la Libye et l'Union européenne (UE), alors que les gouvernements européens tentent de naviguer dans un paysage politique libyen complexe et fragmenté.

La délégation, comprenant les ministres de l'Intérieur d'Italie, de Grèce et de Malte, ainsi que le commissaire européen chargé des migrations, a vu sa visite annulée à l'aéroport international de Benina, à Benghazi. Dans un communiqué officiel, le gouvernement a évoqué « des violations flagrantes des normes diplomatiques et des conventions internationales », sans toutefois en préciser la nature. Ce flou ajouté à l'exigence immédiate de départ de la délégation accentue les tensions autour du respect des lois et protocoles diplomatiques dans le pays.

### Tensions entre souveraineté et nécessité d'un dialogue

« Nous appelons tous les diplomates à respecter la souveraineté libyenne en se conformant

aux lois du pays et aux protocoles internationaux », a déclaré un porte-parole du gouvernement. Cette position illustre une volonté affirmée de défense de la souveraineté libyenne, en réponse à ce qui est perçu comme un manque de respect de la part des puissances européennes. Ce développement pourrait être interprété comme un refus des interventions extérieures qui ont souvent déstabilisé la Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

### Une Libye divisée : un terrain propice à la rivalité géopolitique

La Libye reste un pays divisé entre deux gouvernements rivaux : celui de Tripoli, dirigé par Abdul Hamid Dbeibeh, et celui de Benghazi, sous Hammad. Cette dualité politique,

renforcée par des rivalités et des alliances tribales, rend la situation géopolitique du pays particulièrement volatile. « La Libye doit encore rassembler les morceaux de sa souveraineté », commente un analyste géopolitique. L'UE, bien que désireuse d'intervenir sur des enjeux comme la migration et la sécurité régionale, doit naviguer prudemment dans ce contexte, afin d'éviter de nouvelles tensions qui pourraient renforcer les nationalismes locaux et compliquer davantage les efforts de médiation de l'ONU pour des élections nationales unificatrices.

### Implications économiques et sécuritaires

D'un point de vue économique, la Libye possède d'importantes ressources pétrolières, et toute ins-

tabilité interne pourrait influencer considérablement le marché mondial. La récente déclaration pourrait retarder des négociations cruciales concernant les exportations de pétrole et la relance de l'économie après des années de conflit. Sur le plan sécuritaire, cette action de rejet pourrait inciter d'autres pays à adopter une posture similaire, ce qui isolerait davantage la Libye et compliquerait les efforts pour lutter contre le terrorisme et les réseaux de trafic qui prolifèrent dans le vide laissé par un État défaillant.

### Vers un avenir incertain

En conclusion, le statu quo libyen reste fragile, et la réaction du gouvernement de l'Est à une délégation européenne pourrait représenter un tournant dans les

relations bilatérales avec l'UE. La nécessité d'une diplomatie responsable est plus que jamais d'actualité. Selon l'analyste politique Samir Zaid, « La Libye ne peut pas se permettre d'autres malentendus diplomatiques ; cela n'affaiblirait que davantage son processus de stabilisation ». Il est impératif pour l'UE de réévaluer ses stratégies diplomatiques et de trouver des voies de dialogue efficace, en respectant la souveraineté libyenne tout en soutenant les efforts d'unification du pays. La réponse de Benghazi pourrait bien être un appel à l'Europe pour qu'elle prenne conscience des réalités politiques et culturelles d'un pays qui aspire à la stabilité et à la prospérité, loin des influences extérieures intrusives.

Noël Ndong

## PRODUCTION PÉTROLIÈRE

## L'OPEP prévoit une augmentation en août

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés collectivement connu sous le nom d'OPEP+, réunis le 5 juillet dernier pour une session stratégique ont annoncé l'augmentation progressive de leur production de pétrole brut à partir du mois prochain, dans le but de stabiliser les prix mondiaux et de répondre à la hausse de la demande mondiale.

Les pays de l'OPEP+, à savoir les grands producteurs mondiaux que sont l'Arabie saoudite, la Russie, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman, l'Irak, le Kazakhstan et l'Algérie ont convenu d'ajouter 548 000 barils par jour (bpj) à la production collective dès le mois d'août par rapport à une production initialement prévu à 411 000 bpj pour les mois de juin, mai et juillet. Cette décision intervient dans un « contexte de reprise économique mondiale stable et des fondamentaux sains du marché, comme en témoignent les faibles stocks de pétrole », a indiqué l'organisation, pour justifier la mise en circulation d'une plus grande quantité de pétrole.

**Répondre à la demande internationale**

Le groupe de l'OPEP+, qui avait réduit sa production pétrolière en 2022 afin de soutenir les prix sur le marché face à une crainte de ralentissement de l'économie mondiale, était sous pression de plusieurs pays consommateurs, dont les États-Unis, qui ont dénoncé la lenteur de l'ajustement de l'offre. Le prix du baril de Brent avait récemment dépassé la barre des 80 dollars suite au conflit entre l'Iran et l'Israël, suscitant des inquiétudes sur le marché mondial. « L'objectif est de garantir

un équilibre durable entre l'offre et la demande, tout en assurant des revenus justes pour les pays producteurs », a déclaré le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdulaziz bin Salman.

**Des réactions partagées sur les marchés**

Les marchés pétroliers ont réagi avec prudence à l'annonce. Depuis le prix du baril a légèrement reculé entre 66 et 68 dollars, reflétant une certaine confiance dans la capacité de l'OPEP à contenir la flambée des prix sans provoquer un excès d'offre.

« L'OPEP ne cherche pas à augmenter ou diminuer les prix. Ce n'est pas un jeu. Plus le marché sera stable, plus il sera bon pour tout le monde... bon pour nous producteurs, pays producteurs et bon pour les investisseurs », a précisé le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.

**Vers un ajustement progressif**

L'augmentation de la production reste toutefois modeste, certains analystes estiment qu'elle ne suffira pas à absorber totalement la de-

mande à venir, notamment en période hivernale. L'OPEP+ a précisé que de nouveaux ajustements pourraient être fait lors des prochaines réunions, en fonction de l'évolution du marché, de la croissance mondiale et des tensions géopolitiques.

A rappeler l'OPEP+ désigne un groupe de 23 pays producteurs de pétrole : 13 pays membres de l'exportateurs de pétrole dont le Congo et 10 autres pays producteurs non membres. Ces pays se concertent régulièrement depuis 2016 afin de soutenir les cours du pétrole en mettant en commun leurs efforts de réduction de la production. Ils ont pour près de la moitié de la production mondiale de pétrole (48,4% en 2024).

Jean Pascal Mongo-Slyhm

**« L'objectif est de garantir un équilibre durable entre l'offre et la demande, tout en assurant des revenus justes pour les pays producteurs »**

## EDUCATION NATIONALE

## Rationalisation des bureaux gestionnaires ne signifie pas suppression du Sernie

Le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDU-NC) poursuit la sensibilisation sur la réforme de rationalisation des bureaux gestionnaires entamée en début juin dernier avec la rencontre entre des délégués syndicaux et cadres de la Direction d'identification des élèves et du suivi du cursus scolaire (Sernie).

Le 9 juillet 2025, une autre délégation a dévisé avec le directeur de cabinet Simon Zono de la ministre d'Etat Raissa Malu, autour de la même préoccupation de la supposée suppression d'emplois au Sernie à la suite de la rationalisation des bureaux gestionnaires. Une fois de plus, le directeur de cabinet Simon Zono a éclairé la lanterne des délégués syndicaux. A la tête de la délégation venue rencontrer le patron de l'administration du cabinet de la ministre d'Etat, le représentant du président de la délégation syndicale élue du ministère de l'EDU-NC, Dieu-donné Lolonga Wa Kasongo a livré ses impressions. « Nous avons écrit au Ministère pour poser notre problème lié au dossier Sernie, un service très importante au sein du ministère. Selon des informations à notre possession, ce service serait menacé de disparaître, et lorsque nous avons eu ces informations-là, nous sommes



La délégation syndicale élue en réunion avec le directeur du cabinet de la ministre d'Etat sur la rationalisation des bureaux gestionnaires/DR

venus auprès de l'autorité, nous avons même fait notre mémo », a-t-il confié. Dieu-donné Lolonga Wa Kasongo a poursuivi : « Et la rencontre d'aujourd'hui nous a permis d'avoir tous les éclaircissements, et qu'incessamment, un communiqué officiel portant probablement le sceau du Secrétaire général à l'EDU-NC sera publié afin d'apaiser surtout les agents qui sont en provinces, parce que c'est là-bas que se posent beaucoup plus de problèmes. Ce communiqué va apporter beaucoup plus de lumière pour que le calme revienne au sein de cet important service du ministère ». « Nous sommes pour ce processus de rationalisation de bureaux gestionnaires parce que cela ne dépend pas de la délégation syndicale, mais c'est un processus au niveau national, qui doit se faire au sein de notre administration. Au cours de cette rencontre, nous avons eu la garantie que désormais nous serons intéressés

et intégrés dans le processus, et avec la rationalisation, il n'y aura pas suppression du service parce que ce sont des droits déjà acquis », a-t-il indiqué. Et de rassurer les agents : « Que les agents qui nous suivent se rassurent que personne aura à perdre son emploi, le Sernie ne sera pas supprimé, nous en avons la garantie, et même les textes qui nous régissent ne l'autorisent pas ».

A propos, a-t-on fait, il n'y aura pas de licenciement sec, ni d'exclusion brutale découlant de la réforme de rationalisation des bureaux gestionnaires au ministère de l'EDU-NC. Et la mise en oeuvre de cette réforme se fera de manière progressive, transparente, participative et sans brutalité. La rationalisation des bureaux gestionnaires vise à renforcer la qualité de gouvernance éducative afin de mieux servir les élèves les enseignants, les écoles à travers tout le pays.

Martin Engimo

## FRANCOPHONIE

## Des parlementaires congolais attendus à Paris

Sur invitation de l'Assemblée nationale et du Sénat français, une délégation congolaise composée de sénateurs et des députés assistera en présentiel, à Paris, à la cinquantième Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). La teneur de l'invitation signée par Hilarion Etong, président de l'APF stipule : « En raison de votre engagement en faveur des valeurs de la Francophonie, j'ai le plaisir et l'honneur de vous inviter à assister à l'Assemblée plénière, les 12 et 13 juillet 2025, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale ». Ce rendez-vous annuel permettra aux parlementaires



francophones de tous les continents de débattre et d'adopter des positions communes sur différents enjeux au cœur des préoccupations des peuples de l'espace francophone.

Diplomatie parlementaire, démocratie, respect des droits de l'Homme, développement économique et social durable, promotion de la langue française, diversité culturelle et linguistique, et coopération interparlementaire seront au cœur des travaux.

Le débat politique général aura pour thème : « La Francophonie, une ancre dans un monde en crise ».

**Marie Alfred Ngoma**

## DIPLOMATIE

## Le Rwanda veut renforcer la coopération avec le Congo

À l'occasion de la célébration du 31<sup>e</sup> anniversaire de la Journée de la Libération du Rwanda, la représentation diplomatique de ce pays en République du Congo a organisé, le 4 juillet à Brazzaville, une cérémonie commémorative. « Le Rwanda se réjouit de poursuivre et de renforcer cette coopération dans un esprit de fraternité et d'intérêt commun », a indiqué l'ambassadeur du Rwanda, Parfait Busabizwa.

En présence du ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, représentant le gouvernement, et de plusieurs autres invités, l'ambassadeur du Rwanda au Congo, Parfait Busabizwa, a exprimé sa « profonde » gratitude au gouvernement et au peuple Congolais pour leur soutien « indéfectible » et leur « solidarité envers le Rwanda au fil des années ».

« Nos relations bilatérales se sont intensifiées dans plusieurs secteurs clés, témoignant d'un partenariat fondé sur la confiance, le respect mutuel et une volonté partagée de progrès. Le Rwanda se réjouit de poursuivre et de renforcer cette coopération dans un esprit de fraternité et d'intérêt commun », a déclaré l'ambassadeur.

Dans un environnement régional confronté à des défis multiples, il estime que cette collaboration « constructive » peut « contribuer positivement à la stabilité, à la sécurité, à la paix, à la croissance et à la prospérité de l'ensemble de notre sous-région ». « Ensemble, nous avons l'opportunité de transformer nos engagements en actions concrètes, au service d'une vision collective fondée sur l'unité, l'intégration et le développement durable », a assuré le diplomate.

La Journée de la Libération connue sous le nom de « KWIBOHORA » rappelle, a-t-il dit, « la



Au premier plan le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso et l'ambassadeur du Rwanda, Parfait Busabizwa

résilience, le courage, les choix de responsabilités et d'unité du Peuple Rwandais, qui a triomphé face à l'adversité et tourné la page du génocide perpétré contre les Tutsi pour entrer dans une nouvelle ère. C'est aussi un moment de remercier et de rendre hommage à tous les jeunes qui ont accepté de prendre les armes et de secourir le pays. Aujourd'hui le Rwanda s'est transformé ».

« C'est un moment de commémoration, de réflexion sur les événements tragiques du passé, mais aussi d'espoir et de

célébration des progrès réalisés par le Rwanda en termes de développement, de réconciliation et d'unité Nationale », a ajouté l'ambassadeur.

Dans son discours, le diplomate Rwandais a rappelé le bilan de différentes réalisations et acquis obtenus par son pays au cours des dernières années dans les domaines suivants : (Santé, économie, culture, éducation, Infrastructure, tourisme, promotion du genre, technologie et communication, social etc.

« Le gouvernement Rwandais dirigé par son excellence mon-

sieur Paul KAGAME, Président de la République, animé par une vision transformatrice a mis sur pied des mécanismes et des actions concrètes qui garantissent et instituent l'inclusion, la transparence et la lutte contre la corruption dans la gestion des affaires Publiques », a indiqué l'ambassadeur du Rwanda Parfait Busabizwa.

En outre, il a remercié l'Unesco pour sa participation à la réussite de la soirée. À la communauté rwandaise vivant en République du Congo, il les a exhortés à demeurer « les dignes ambassa-

deurs des valeurs et de la vision » de leur pays.

« Continuez à cultiver l'esprit de patriotisme, d'unité et de travail acharné. Inspirons-nous de l'héritage de notre libération pour bâtir ensemble un avenir toujours plus prometteur. Que cette célébration soit un rappel puissant de la force, de la résilience et de la détermination du peuple rwandais. Continuons d'avancer avec le même esprit d'unité et de progrès qui a guidé notre renaissance », a indiqué le diplomate rwandais.

**Yvette Reine Boro Nzaba**



**Abonnés CANAL+**  
**on se retrouve désormais**  
**sur le canal 213**



**TV5**  
**MONDE**  
AFRIQUE

[afrique.tv5monde.com](http://afrique.tv5monde.com)



© African Impact Movies / NCI - istockphoto - TV5MONDE

## INDUSTRIE

# 14 15 milliards FCFA investis dans La Distillerie du Congo pour la production d'éthanol

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso a inauguré, le 27 juin à Nkayi, dans le département de la Bouenza, la première distillerie du groupe Somdia. Une première pour le Groupe et pour le Congo. Le groupe Somdia, acteur majeur de la production de sucre, souhaite garantir la production d'éthanol et la disponibilité de ce produit au niveau national et dans la sous-région.

Le département de la Bouenza qui est réputé par son sol fertile et propice aux activités agricoles était à l'honneur ce 27 juin 2025. Les dirigeants de la société Somdia, filiale du groupe Castel, veulent transformer l'image du département de la Bouenza à travers l'impact positif qu'auront leurs produits sur le plan national et continental.

Avec une capacité de 50 m par jour, soit plus de 6 millions de litres d'éthanol par an, elle couvrira entièrement les besoins du marché congolais, actuellement estimés à 5,5 millions de litres. La matière première utilisée sera constituée de 25 000 tonnes de mélasse, un sous-produit issu du



raffinage de la canne à sucre produit par la Société Agricole de Raffinage Industriel de Sucre au Congo (Saris Congo), valorisant ainsi les résidus agricoles pour produire une énergie durable. C'est, en effet, un outil qui pourrait transformer durablement l'économie locale et nationale. D'un coût estimé à 14 23 millions d'euros soit 15 milliards FCFA, cette distillerie produira de l'éthanol à 96°, destiné aux secteurs phar-

maceutique, cosmétique, énergétique et celui des boissons alcoolisées.

A l'image de la sous-préfète du district de Kayes, Leocadie Gisèle Massengo, la population a, dans sa grande majorité loué le pragmatisme du groupe Somdia ainsi que les efforts du gouvernement dans la réalisation de ce projet. L'un des habitants vivant dans les villages environnants a, par exemple, estimé que le lancement



de la distillerie apportera une solution à l'équation du chômage, intensifiera la visibilité du département ainsi que la transformation des certains produits et

déchets. Le président directeur général de Somdia, Olivier Parent a, pour sa part, expliqué les ambitions et les conditions de construction de ce projet. Pour lui, la mise en œuvre de ce projet incarne leur volonté de continuer l'intégration industrielle en maîtrisant les chaînes de valeur de tout en poursuivant des investissements dans des filières solides localement. « C'est une bonne illustration de notre approche responsable en matière de circularité. Rien ne se perd, chaque produit est valorisé. Nous allons réduire ainsi les importations », a-t-il indiqué avant de rappeler que grâce au dévouement des agents, leur devise « Grandir ensemble » prend tout son sens. Dans son discours, le ministre en charge du développement industriel Antoine Nicéphore Thomas Fylla de Saint-Eudes a rappelé que l'objectif est de positionner l'éthanol produit à Nkayi, dans le dépar-

tement de la Bouenza, comme un standard de qualité, en accord avec les exigences environnementales, sanitaires et industrielles modernes. Selon lui, cette distillerie transformera l'économie locale et créera les emplois directs dans divers secteurs comme la logistique, la production et l'administration. Le ministre pense que cette société apportera un rayonnement économique qui attirera d'autres investisseurs. « Cette distillerie qui respecte les plus hauts standards internationaux de qualité et de sécurité utilise les technologies modernes et respectueuse de l'environnement. Elle produira l'alcool industriellement et alimentaire », a expliqué le ministre. Rappelons que la technologie employée provient de la société indienne Praj, tandis que les travaux ont été exécutés par les entreprises Congo Contracting et Ponticelli.





**Association  
des anciens enfants  
de troupe du Congo**  
Fraternité - Entraide - Solidarité

## 16<sup>e</sup> JOURNÉE NATIONALE DE L'AET

16 juillet 2025

### PROGRAMME DES FESTIVITÉS

#### **DIMANCHE 6 JUILLET**

**10H00 – 13H00** : assemblée générale électorale.

*Palais des congrès - Salle des conférences internationales*

#### **VENDREDI 11 AU SAMEDI 12 JUILLET**

**20H00** : arrivées à Brazzaville et installations des délégations des amicales soeurs du Benin, du Burkina Faso, de la Centrafrique, de Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Gambie, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

*Mikhael's hôtel et résidence – Olympic palace hôtel*

#### **DIMANCHE 13 JUILLET**

**06H00 – 12H00** : activités sportives et de cohésion.

*Brazzaville (Ecole militaire préparatoire général Leclerc) - Pointe-Noire, Dolisie, Ouesso, Ewo, Kinkala*

#### **LUNDI 14 JUILLET**

**10H00 – 12H00** : cérémonie de clôture de l'année scolaire 2024-2025 et baptême de la promotion sortante de l'École militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL).

*Terrain de football de l'EMPGL*

#### **MARDI 15 JUILLET**

**09H30 – 12H00** : 1<sup>er</sup> Café littéraire de l'AET, consacré à l'œuvre de l'AET Claude Emmanuel ETA ONKA  
Permanence de l'AET, sous l'animation des AET Serge Eugène GHOMA BOUBANGA et Jessy LOEMBA.

**14H00 – 17H30** : circuit touristique, ponctué d'un repas fraternel avec quelques Grands anciens ;

*Permanence de l'AET - ex Protea - Musée Bassin du Congo*

#### **MERCREDI 16 JUILLET**

**11H00 - 12H00** : réception de la nouvelle promotion au sein de l'Association ;

**12H00 - 12H20** : marche de cohésion, suivi du dépôt de la gerbe de fleurs à la stèle de l'AET ;

**12H20 – 13H00** : vernissage de l'exposition photographique « *Un visage sur un nom : portraits d'anciens enfants de troupe de l'EMPGL* ».

**14H00** : remise de cadeaux protocolaires. Fin des festivités.

*Place d'armes de l'EMPGL – Stèle de l'AET*

#### **JEUDI 17 JUILLET**

**05H00** : départ des délégations.

## RUMBA CONGOLAISE

## Yamina Benguigui célèbre des héroïnes oubliées

Yamina Benguigui vient de réaliser un documentaire sur la genèse de ce genre musical afro-cubain et réhabilite ses chanteuses oubliées. La réalisatrice est partie du constat que la rumba congolaise est un patrimoine musical d'envergure internationale qui ne serait rien sans les femmes qui l'ont façonnée, interprétée et portée haut.

Par sa réalisation, les héroïnes, ces divas souvent oubliées ou dont le rôle essentiel a été trop longtemps minimisé, reçoivent un hommage vibrant.

Rappelons que la rumba congolaise, genre musical né en Afrique centrale, trouve ses racines dans la musique afro-cubaine. Elle a été inscrite, en décembre 2021, au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Une cérémonie à laquelle a assisté Yamina Benguigui. L'ex-ministre déléguée à la Francophonie a alors noté avec étonnement que l'hommage ne mettait en valeur que des hommes, alors même que de nombreuses femmes ont contribué au fil des décennies à l'avènement de ce courant musical. « De très grandes personnalités ont été citées et pas une seule femme, se souvient-elle. Cela m'a donné une idée de documentaire. Je me suis dit qu'il fallait les immortaliser et laisser une trace ».

Commence alors une longue et difficile enquête de plus de deux ans pour Yamina Benguigui, la réalisatrice. Son objectif : revenir

aux origines de la rumba congolaise, dont la genèse est intimement liée à l'esclavage et à l'indépendance du Congo Kinshasa et de la République du Congo. Certaines archives de son documentaire diffusé sur Canal+ Docs sont choquantes. « On n'a jamais imaginé ce qui se passait dans le plus grand pays francophone du monde. J'ai été choquée par les massacres liés à l'extraction du caoutchouc », poursuit celle qui fut également adjointe au maire de Paris Bertrand Delanoë.

La musique a eu un rôle salvateur. Après le couvre-feu imposé, hommes et femmes se retrouvaient pour sortir et faire la fête, un acte alors subversif. « L'esclavage a toujours séparé les femmes et les hommes. Pour eux, c'était lutter, vivre, faire ciment et je pense que c'est resté. Cette danse s'appelle, à la base, la danse du nombril car on collait les deux nombrils pour faire corps », relate la réalisatrice qui retrace aussi, à travers les âges, l'importance de la créativité féminine dans la rumba.



Lucie Eyenga et l'African Jazz dans les années 1950/DR

Malgré des archives détruites ou perdues au cours des nombreuses guerres qui ont secoué la région et l'absence quasi systématique de photos ou de films avec les stars féminines de l'époque, le documentaire met la lumière sur les plus célèbres d'entre elles, à l'instar de Lucie Eyenga, qui fut la première à intégrer un groupe de musique. Une voix à l'origine d'un changement salvateur. « On ne peut pas parler d'émancipation des femmes congolaises sans parler de la rumba », estime l'historienne Scholastique Dianzinga qui témoigne dans le film. Cette première héroïne a, en effet, ou-

vert la voie et permis ensuite à de très nombreuses autres interprètes de se lancer.

Mais, quelle que fut l'époque dans laquelle ces femmes ont participé au destin de ce genre musical, toutes ont dû se battre pour exister. Dans leur lutte, elles ont toujours fait preuve de sororité. Mbilia Bel, célèbre artiste, n'arrive pas, encore aujourd'hui, à obtenir ses droits d'auteur. Elle a pour ambition d'ouvrir une école pour aider les jeunes filles à gérer cet aspect de leur carrière. « J'ai rencontré des femmes exceptionnelles et chacune d'entre elles avance. Cela s'appelle la

beauté solidaire », analyse Yamina Benguigui, qui compte réaliser d'autres films sur ce thème.

Fer de lance de leur émancipation, la rumba congolaise aide aussi certaines femmes à se reconstruire après avoir subi des violences physiques et sexuelles. Une association leur enjoint de se réapproprier leur corps en dansant. Ce documentaire passionnant et bouleversant permet de (re)découvrir un courant musical qui a inspiré de très nombreux artistes actuels et rendu leurs lettres de noblesse à ses héroïnes oubliées.

Camille Delourme

UN ESPACE DE VENTE  
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA  
LITTÉRATURE  
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL  
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Emissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS



HORAIRES  
D'OUVERTURE

Du lundi au  
vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guessou  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo



AMI N°06/MPTEN/PATN-UCP/SC/SQC/2025

Appel à Manifestation d'Intérêts

## RECRUTEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE POUR LA PRODUCTION DE CONTENUS SUR LES RÉALISATIONS DE LA COMPOSANTE 2 DU PATN

### I. CONTEXTE

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en vue de la mise en œuvre du « Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN) », et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au « Recrutement d'une société de communication audiovisuelle pour la production de contenus sur les réalisations de la composante 2 du PATN ».

En effet, le Gouvernement de la République du Congo, avec l'appui du Groupe de la Banque Mondiale, met en œuvre les projets structurants, visant à :

- réduire la fracture numérique dans les zones rurales par le déploiement de sites de connectivité 3G/4G dans plus de 212 localités rurales ;
- installer des salles multimédias communautaires dans plus de 41 localités sélectionnées.

Afin de documenter, valoriser et capitaliser ces réalisations, le projet souhaite conclure un accord-cadre avec une société de communication audiovisuelle pour la production de contenus vidéo, photo et multimédia.

### II. OBJECTIF DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objectif de définir les modalités générales de collaboration entre l'Unité de Coordination du PATN et une société spécialisée pour réaliser, sur demande, des missions de production audiovisuelle couvrant les activités du projet sur l'ensemble du territoire national.

L'accord-cadre sera activé au moyen de bons de commande successifs émis par l'UCP, en fonction des besoins, de l'évolution des chantiers et événements du PATN.

### III. PROFIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire devra justifier de :

- 3 ans minimum d'expérience en production audiovisuelle professionnelle ;
- références solides dans la couverture de projets de développement, publics/privés ou financés par des bailleurs de fonds ;
- une équipe pluridisciplinaire expérimentée (réalisateur, cameraman, ingénieur de son, monteur, infographiste) ;
- une capacité opérationnelle à intervenir dans des zones rurales enclavées ;
- un parc matériel professionnel : caméras HD ou 4K, micros, drones, stations de montage.

### IV. MISSION DU PRESTATAIRE

Le prestataire exécutera, sur sollicitation, les missions suivantes :

#### IV.1. PREPARATION

- Elaboration d'un scénario détaillant le fil conducteur narratif, le message clé à transmettre, la structure des séquences, et les personnages/intervenants à inclure dans le reportage ou film ;
- Elaboration d'un plan de tournage, distinct du scénario, indiquant :
  - les lieux de tournage ;
  - la planification jour par jour des séquences et plans à filmer ;
  - la logistique nécessaire (autorisation, transport, équipement) ;
  - les horaires, les interviews, les contretemps à anticiper.
- Validation conjointe par l'UCP du scénario et du plan de tournage, conditionnant le démarrage effectif de la mission.

#### IV.2. REALISATION

- Captation vidéo et audio sur site (infrastructures, bénéficiaires, interviews, etc.) ;
- Prise de photos professionnelles en haute résolution ;
- Utilisation de drones si nécessaire pour des vues aériennes ;
- Réalisation de vidéos adaptées à différents canaux de diffusion (TV, web, réseaux sociaux).

#### IV.3. POST-PRODUCTION

- Montage, habillage, infographies, voix off et sous-titrage (français/anglais) ;
- Livraison des productions dans les formats convenus.

#### IV.4. LIVRABLES

Chaque bon de commande précisera les livrables attendus. A titre indicatif :

- Film documentaire (10- 15 min) ;
- Capsules thématiques (2-3 min) ;
- Teasers (1 min) ;
- Albums photos (min. 50- 100 clichés HD) ;
- Fichiers bruts (rushes) sur disque dur ou clé USB ;
- Versions accessibles (sous-titrage pour sourds et malentendants).

### V. DUREE ET LIEU DE LA MISSION

L'accord-cadre sera conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois, à compter de la date de signature du contrat. Il couvrira l'ensemble des départements administratifs concernés par les activités du PATN (261 localités rurales + 41 sites de salles multimédias).

VI. L'Unité de Coordination du Projet d'Accélération de la Transformation numérique (PATN), invite les structures éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les sociétés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. La société doit fournir les informations ci-après : (i) la qualification pour exécuter les services pressentis, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc.) ; (ii) les domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences de la société, les références des clients bénéficiaires des prestations décrites.

Le dossier de manifestation d'intérêt ne doit pas inclure des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Il doit fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée et les attestations de bonne exécution.

### VII. METHODE DE SELECTION

La sélection de la société s'effectuera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016, révisée en novembre 2017, Aout 2018, novembre 2020, septembre 2023, et février 2025 : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/df5ba8c7efa0a2269895162f74c96577-0290012025/original/Procurement-Regulations-for-Investment-Project-Financing-Borrowers-February-2025-FRENCH.pdf>.

La méthode de sélection est celle, fondée sur les qualifications du consultant (SQC).

### VIII. MODALITES DE SOUMISSION

Les structures intéressées peuvent obtenir les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

Les dossiers de manifestations d'intérêt peuvent être envoyés par voie électronique ou déposés à l'adresse ci-dessous. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (6) exemplaires dont un (1) original avec une (1) clé USB contenant l'intégralité du dossier en version numérique, au plus tard le 21 juillet 2025 à 16h00 (heure locale) et porter la mention « Manifestation d'intérêt relative au recrutement d'une société de communication audiovisuelle pour la production de contenus sur les réalisations de la composante 2 du PATN ».

### IX. ADRESSE DE SOUMISSION

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

A L'ATTENTION DU COORDONNATEUR DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)  
 UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)  
 Siège : 254, Avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda, centre-ville, arrondissement 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo  
 Téléphone : (+242) 05 079 21 21  
 E-mail : marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 07 juillet 2025.

Le Coordonnateur p.i

Patrick

## RELANCE DES COMPÉTITIONS

## Le Comité exécutif énumère les difficultés

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football a publié le 10 juillet un communiqué de presse dans lequel elle explique à l'opinion nationale et internationale ses difficultés à relancer le football congolais, deux mois, après la levée de la suspension par la Fédération internationale de football association (Fifa)

Plusieurs facteurs ont poussé la Fécofoot à réagir en commençant par l'annulation de la Coupe du Congo (édition 2025) due principalement au refus du ministère des Sports de mettre à disposition les installations sportives qui sont sous sa responsabilité.

Les Diables rouges A, l'équipe nationale en paie aujourd'hui le prix. Car ils sont empêchés de s'entraîner au stade Alphonse-Massamba-Débat. La Fécofoot a dû mettre à disposition son centre technique d'Ignié pour leur préparation au Championnat d'Afrique des nations (Chan), une compétition majeure. « *Entre-temps, le ministère des Sports a dressé un devis pour cette préparation qu'il a introduit dans le circuit financier de l'Etat, comme si la priorité était*

*la participation sans préparation appropriée* », explique le communiqué.

L'AC Léopards de Dolisie et l'AS Otohô qui représenteront le Congo aux compétitions interclubs de la Confédération africaine de football voient à leur tour leur participation être compromise parce que n'ayant pas pu obtenir du ministère des Sports l'autorisation de jouer leurs matchs officiels au stade Alphonse-Massamba-Dé-

bat, l'unique stade homologué par la CAF. En outre, les membres de la Fécofoot sont interdits de sortie du territoire national « du fait du ministère des Sports pour des raisons inavouées.

Le ministère des Sports rappelle le communiqué, a engagé une action en justice auprès du Tribunal de Grande instance de Brazzaville contre le président de la Fécofoot et son secrétaire général en usant des « *subterfuges, puisque*

*parmi les charges est incluse celle du terrorisme. Cette action en justice précitée qui est accompagnée d'une campagne médiatique de dénigrement du président de la Fécofoot à l'international à travers des journaux et des sites internet. La facture de cette campagne de dénigrement s'élève à 35000 euros* », rapporte le communiqué.

« *Compte tenu de ce qui précède, le Comité exécutif de la Fécofoot note*

**« Compte tenu de ce qui précède, le Comité exécutif de la Fécofoot note une volonté manifeste de nuisance visant à empêcher, par tous les moyens, la reprise des activités sportives à travers le pays. Le Comité exécutif de la Fécofoot appelle au calme et à la sérénité tous les sportifs et officiels qui voient à travers cette situation une mise en hibernation forcée de leur carrière. Il les met en garde contre le piège de l'expression publique et spontanée de la frustration et de la colère qui ne pourra que profiter aux ennemis du football congolais »**

*une volonté manifeste de nuisance visant à empêcher, par tous les moyens, la reprise des activités sportives à travers le pays. Le Comité exécutif de la Fécofoot appelle au calme et à la sérénité tous les sportifs et officiels qui voient à travers cette situation une mise en hibernation forcée de leur carrière. Il les met en garde contre le piège de l'expression publique et spontanée de la frustration et de la colère qui ne pourra que profiter aux ennemis du football congolais* », indique le communiqué, précisant par ailleurs que le Comité exécutif de la Fécofoot entend privilégier la voie du dialogue et de la concertation pour aider à la relance effective des activités sportives à travers le pays.

**La Rédaction**

## DISPARITION

## Pointe-Noire pleure son champion du monde de boxe

Le boxeur congolais Brel Bresson Lefoubou-Ngoma, 46 ans, ancien du champion du monde de la catégorie lourds-légers est décédé le 6 juillet à Hong Kong des suites d'un accident cardio-vasculaire.

Le 26 avril 2012 à Hong-Kong, Brel Bresson Lefoubou Ngoma écrit l'une des plus belles pages de la boxe congolaise en devenant champion du monde de la catégorie UBO-lourds-légers, au terme de sa victoire au premier round, obtenu sur le Thaïlandais Tassanou. Tout le monde à l'époque s'est mis à rêver d'un long règne du Congolais dans le noble art. Seulement, par manque de soutien et complètement délaissé par les autorités sportives du pays, cette victoire ne connut pas des lendemains enchanteurs. Sans tambour, ni trompette, le jeune Brel Bresson a poursuivi sa carrière en Asie en ne livrant que des combats de seconde zone jusqu'à ce qu'il mit fin à sa carrière professionnelle pour devenir entraîneur et instructeur en boxe. Après le boxeur Anaclet Wamba dans les années 90, un autre champion du monde congolais venait de plonger dans l'oubli, faute de soutien et de reconnaissance. Né à Pointe-Noire, Brel Bresson Lefoubou Ngoma, l'enfant du quartier

Mboukou ex quartier Mouyondzi dans le 3e arrondissement Tié-Tié était promu à un bel avenir dans la boxe puisque son père fut aussi international de la discipline puis entraîneur et dirigeant de la boxe dans la ville océane. Au sein de son club de boxe situé dans l'enceinte du Collège Les 3 Glorieuses à Pointe-Noire, Brel Bresson se distingua par son habileté, sa force de frappe et sa hargne. Lors des compétitions départementales et nationales, ses uppercuts et ses directs faisaient toujours mouches. Des qualités qui lui valut d'aller monnayer son talent à Johannesburg en Afrique où il a affûté encore de plus belle son talent.

Après son séjour sud-africain, Brel Bresson Lefoubou-Ngoma s'envole pour l'Asie où il deviendra plus tard champion du monde de la catégorie UBO lourds légers.

Adieu Brel, les sportifs en général et pugilistes en particulier ne t'oublieront jamais.

**Hervé Brice Mampouya**



Le regretté Brel Bresson Lefoubou Ngoma/Adiac

## BASKETBALL

## Brazzaville accueille au mois d'août les championnats nationaux

La 41e édition des championnats nationaux de basketball se tiendra du 17 au 24 août à Brazzaville, a annoncé la Fédération congolaise de basketball.

Quarante-trois équipes y prendront part selon les quotas de participation repartis par Ligue et catégories notamment treize chez les seniors hommes, huit chez les seniors dames, onze chez les juniors et onze chez les cadets.

Brazzaville alignera dix-huit équipes dont cinq équipes seniors hommes, cinq équipes seniors dames, quatre équipes chez les juniors et quatre chez les cadets. Quinze équipes de Pointe-Noire sont engagées notamment quatre chez les seniors hommes, trois chez les seniors dames, quatre chez les juniors et quatre chez les cadets.

Trois équipes de la Cuvette sont attendues dont une chez les seniors hommes, une chez les juniors et une chez les cadets. La Lekoumou alignera quant à elle deux équipes (une chez les seniors hommes et une chez les cadets). Le Niari aura trois représentants (une équipe en seniors hommes, une équipe en juniors et une équipe en cadet et enfin la Cuvette Ouest engagée avec deux équipes (une équipe seniors hommes et une équipe des cadets).

En marge de ces championnats nationaux, se jouera du 25 au 27 août à Brazzaville, la 14e édition de la Coupe du Congo.

**James Golden Eloué**

## FOOTBALL - MERCATO

## Noah Sadiki signe à Sunderland

Le club belge d'Union Saint-Gilloise et la formation de Sunderland promue cette saison en Premier League anglaise ont conclu un accord pour le transfert du jeune milieu international congolais de Noah Sadiki.



Le joueur de 20 ans a rejoint les Black Cats pour près de 20 millions d'euros, bonus compris (17 M fixes et 3 M de primes) pour 5 ans, ont affirmé des sources dignes de foi. Le jeune léopard a déjà passé avec succès la traditionnelle visite médicale. « Lavia (Romeo parti à Chelsea) m'a dit que la Premier League était un pur plaisir pour des joueurs comme nous », a-t-il dit sur la D-net.be. Et il a ajouté : « J'ai compris dès la première seconde que je rentrais dans un nouveau monde.

*Rien que le stade est incroyable... même si le Stade Marien restera à jamais dans mon cœur ».*

Il arrive à Sunderland alors que le club revient dans l'élite du football anglais après une saison passée en Championship (D2 anglaise), et étoffe son effectif de nouvelles recrues parmi lesquelles Enzo Le Fée (transfert définitif), Habib Diarra (37 millions d'euros), en attendant Reinildo, ancien joueur de Lille en France, et Dorde Petrovic. Le transfert à Sunderland marque une étape importante

dans le parcours du joueur.

Formé à Anderlecht en Belgique, le jeune international de la République Démocratique du Congo (4 sélections) s'est révélé comme l'un des plus grands espoirs de la Jupiler Pro League (D1 Belge). Lié à l'Union Saint-Gilloise jusqu'en 2027 où il a disputé 108 rencontres pour 2 buts et 8 assists, il va donc découvrir la Premier League (D1/Angleterre) et connaître sa première expérience hors de sa Belgique natale.

**Martin Engimo**



### PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

#### CAMPAGNE D'INSCRIPTION DES MENAGES PAUVRES ET VULNERABLES AU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU)

## INSCRIS-TOI AU RSU POUR RECEVOIR L'APPUI DU PSIPJ

#### KINTÉLÉ

12 au 21/07/2025

- Mairie de Kintélé
- Site mille logements
- Sièges du quartier Gaston MPOUILLOU

#### NKAYI

12 au 21/07/2025

##### ARRONDISSEMENT 1

- Ecole Primaire MOUANANTO
- Ecole Primaire Solidarité

##### ARRONDISSEMENT 2

- Centre de Polio
- Ecole Primaire Mouanda Raphael

#### DOLISIE

13 au 22/07/2025

##### ARRONDISSEMENT 1

- Circonscription d'action Sociale N°1 (CAS 1)
- Lycée Pierre Simon TCHIKOUNGA NGOT

##### ARRONDISSEMENT 2

- Circonscription d'Action Sociale N°2 (CAS 2)
- Lycée Technique Jean Mabilia sur la route MBOUNDA

#### LOUVAKOU

13 au 22/07/2025

- Sous-Préfecture de Louvakou



LA BANQUE MONDIALE

# Le PSIPJ procède à la validation des listes des jeunes vulnérables

Avec les membres des comités communautaires de ciblage, le Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) a procédé le 9 juillet à la validation des listes des jeunes vulnérables du département de Pointe-Noire.

Le projet vise la formation des jeunes à l'auto emploi notamment les vulnérables déscolarisés dont l'âge varie entre 18 et 35 ans désireux de se lancer dans l'entreprenariat. Une fois retenus, ces jeunes vont participer pendant un mois aux différentes formations sur l'auto emploi avant de recevoir des allocations qui leur permettront de se lancer pour leur propre compte.

« En ce qui concerne la sous composante 6.1, c'est-à-dire la formation sur l'auto-emploi, tous les secteurs d'activités sont concernés notamment le secteur primaire, secondaire et tertiaire. J'entends par là, les jeunes qui souhaitent se lancer dans une activité commerciale, l'élevage et autres » a signifié Grâce Moukala, assistant en sauvegarde environnementale et sociale des départements de Pointe-Noire et du Kouilou. Pour sa part, Loko Michael Vivien, chef de quartier 316 Paka 2, Mouissi Madeleine, a indiqué que cette rencontre a permis à l'ensemble des membres des comités com-



Séance de travail des comités communautaires de ciblage au centre social de Loandjili Faubourg DR

munautaires de ciblage de corriger certaines omissions constatées sur l'identité réelle des jeunes vulnérables.

Rappelons que ce projet, est financé par la Banque mondiale et mise en œuvre par

le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Ces séances de validation inter-

viennent à la suite des enquêtes sociales précédemment organisées auprès des ménages de Pointe-Noire dont sont issus ces jeunes vulnérables. Le PSIPJ a procédé à la collecte des dossiers dans la période de novembre à décembre avant de réaliser les enquêtes sociales de vulnérabilité.

*Séverin Ibara*

**« En ce qui concerne la sous composante 6.1, c'est-à-dire la formation sur l'auto-emploi, tous les secteurs d'activités sont concernés notamment le secteur primaire, secondaire et tertiaire. J'entends par là, les jeunes qui souhaitent se lancer dans une activité commerciale, l'élevage et autres »**

## CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Nsoko-Mantissa Flavie. Je désire désormais être appelé Abrham-Bethel Deborah Flavy. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

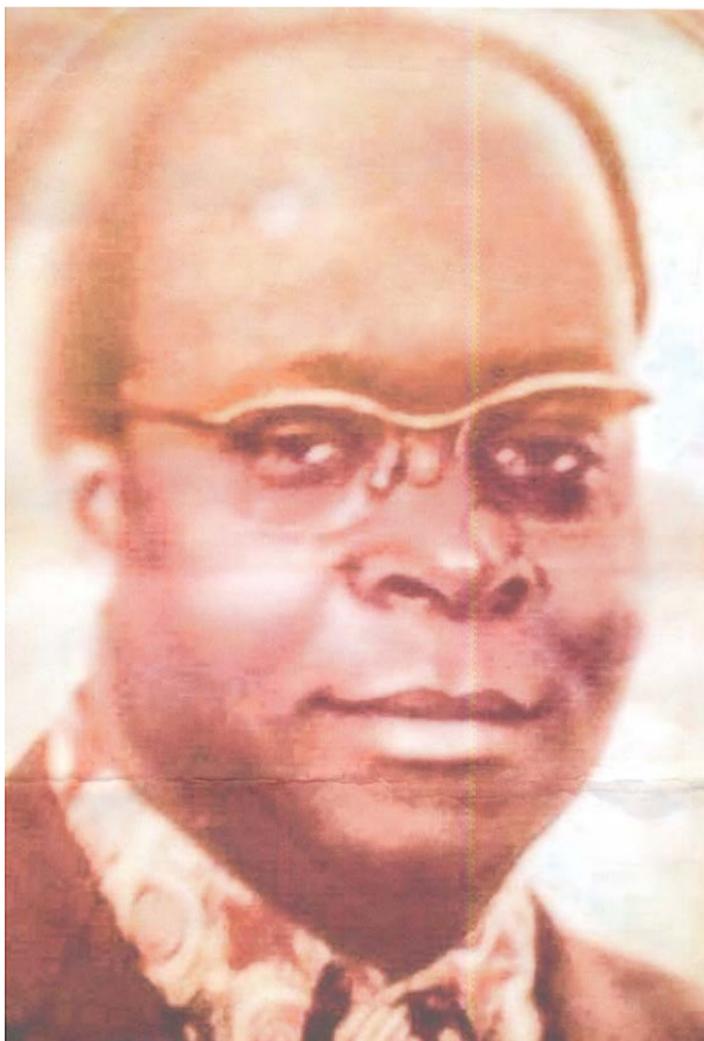
## NÉCROLOGIE

Maurice Ikani-Obambé, Francis Ikani, les familles Nguibili, Mouagni, Tsomba du village Itoh et celles des villages Mbé-A-Tsono, Kassimba et Ongogni informent



parents, amis et connaissances du décès à Brazzaville de leur matriarche Issongo Assissi, survenu le 1<sup>er</sup> juillet 2025 dans sa 100<sup>e</sup> année. Le deuil se tient au n°36 de l'avenue Haute tension à Nkombo (Référence: Arrêt de bus Suma la Tél)/é À Dieu nous sommes à Lui nous retournons. Puisse le Tout-puissant recevoir en Sa sainte miséricorde l'âme de la défunte.

## IN MEMORIAM



14 Juillet 2005-14 Juillet 2025, il y'a 20 ans que le seigneur avait arraché à notre affection, son, notre père Jean-Baptiste Kodia.

20 ans au bout desquels son souvenir reste inoubliable dans nos esprits et la douleur perdure dans nos cœurs. En cette date commémorative, les enfants et la famille demandent à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Des intentions de messes seront dites en sa mémoire.

Que le Seigneur lui accorde sa miséricorde pour le repos éternel de son âme.

## GOUVERNANCE

## Promouvoir la dignité humaine dans la lutte contre la corruption

Le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), Emmanuel Ollita Ondongo, a appelé les acteurs impliqués dans le combat à intégrer la dignité humaine afin de prémunir notamment les personnes vulnérables contre les effets pernicioseux de ce fléau.

C'est à l'occasion de la célébration de la 9ème journée africaine de lutte contre la corruption que le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, a lancé cet appel qui se conforme au thème : « Promouvoir la dignité humaine dans la lutte contre la corruption ». Il est question, a-t-il indiqué, d'aligner la lutte contre la corruption aux standards juridiques internationaux relatifs aux droits de l'Homme.

Dans sa déclaration, Emmanuel Ollita Ondongo a souligné que la corruption constitue une entrave aux libertés fondamentales et impacte négativement les droits humains. La corruption génère l'injustice et les inégalités, elle nuit à la qualité et à l'accessibilité des soins de santé, de l'éducation et de la justice limitant ainsi la possibilité de chacun de vivre dignement. Ce fléau occasionne par ailleurs la perte des valeurs morales en encourageant des comportements déviants.

« La Halc s'attèlera à prendre langue avec tous les acteurs œuvrant pour les droits de l'Homme dans le cadre des stra-



Le président de la Halc délivrant son message./DR

tégies de lutte contre la corruption », a assuré le président de l'institution.

**Le Congo fait pas en avant**

Le président de la Halc a fait savoir que le Congo est passé du 165ème en 2020 au 151ème rang cette année du classement de Transparency international. « Ce bond de 14 places nous incite à redoubler d'ardeur. C'est le témoignage de la volonté politique du Congo, qui grâce aux réformes engagées par son gouvernement dans le secteur de la gouvernance anticorruption combinés aux efforts entrepris sur le terrain de la prévention contre la corruption donne des résultats encourageants », a-t-il déclaré.

Ainsi, Emmanuel Ollita Ondongo a promis intensifier la sensibilisation et la prévention. La collaboration avec les citoyens appelés à dénoncer les faits de corruption par le numéro vert 1023 doit être renforcée aux fins de mutualiser les efforts dans ce combat.

**Rominique Makaya**

## COOPÉRATION SUD-SUD

## Pierre Ngolo échange avec les élus locaux de la Guadeloupe

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, qui a récemment échangé avec une délégation des élus locaux de la ville de Pointe-Noire, en Guadeloupe, a souhaité que l'accord de jumelage signé avec la mairie de la capitale économique du Congo, soit profitable aux citoyens des deux villes et des deux pays, dans un futur proche.

Accompagnée de la maire de Pointe-Noire du Congo, Évelyne Tchichelle, la délégation des élus locaux de la Guadeloupe, conduite par le conseiller régional et maire de Pointe-Noire, Camille Elisabeth, a souligné l'importance symbolique et stratégique de l'accord de jumelage officialisé le 4 juillet dernier en terre congolaise. En effet, ce partenariat met un accent particulier sur la richesse des patrimoines partagés.

« Nous sommes prêts à travailler pour développer ce plan de l'économie et celui de l'histoire. Le tourisme mémoriel se développe énormément en Guadeloupe, et nous souhaitons que cela se poursuive. Ce jumelage n'est qu'un premier pas. Il s'agit d'apporter ce que nous avons de positif sur le territoire africain, notamment à Pointe-Noire, et plus largement au Congo », a déclaré Camille Elisabeth. D'après lui, l'objectif est de



Pierre Ngolo posant avec la délégation des élus locaux de la Guadeloupe./DR

reconnecter les populations afro-descendantes à leurs racines, notamment en valorisant les savoir-faire artisanaux traditionnels, trop souvent perdus sous l'effet de la modernisation. « Ici, au Congo, il y a des points d'excellence, des savoir-faire que nos ancêtres maîtrisaient.

Nous souhaitons les redécouvrir et les remettre au cœur du quotidien, notamment dans l'artisanat. Avec le modernisme, nous avons perdu ces connaissances, mais le souhait serait les remettre au quotidien », a poursuivi le chef de la délégation.

De son côté, Pierre Ngolo,

après une brève présentation de l'organisation et du fonctionnement du Sénat et de l'Assemblée nationale, a rendu hommage au maire de Pointe-Noire, Évelyne Tchichelle, grâce à qui, les deux villes viennent de signer un accord de jumelage. Le président du Sénat a for-

mulé le vœu de voir, au-delà des échanges et des discussions, que ce jumelage soit profitable aux citoyens des deux villes et des deux pays, dans un futur proche. « C'est cela qui donnera du crédit à notre action », a soutenu Pierre Ngolo.

**Parfait Wilfried Douniama**